

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 388

Rubrik: Dans les kiosques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les Forel

Deux grands journaux alémaniques ont publié, en fin de semaine, une étude sur la famille Forel. Dans le « *Tages Anzeiger Magazin* » (50), c'est Marcel Schwander, rédacteur du « *Tages Anzeiger* » en service extérieur à Lausanne, qui écrit un article intitulé « *Auguste, Oscar et Armand, la famille non conformiste vaudoise des Forel* ». Dans la « *National Zeitung* » (386) Peter L. Rothbühler fait le « *portrait d'un contemporain sortant de l'ordinaire : Forel, le « docteur rouge » du Conseil national* ».

Même l'article de la « *National Zeitung* », consacré avant tout à Armand Forel, n'oublie pas le grand-père, adhérent au Parti socialiste, quand c'était très mal vu, abstinent, quand ce n'était pas mieux vu, auteur d'une « *Question sexuelle* », alors que c'était encore un sujet tabou (il deviendra probablement encore plus célèbre une cinquantaine d'années après sa mort lorsqu'il illustrera les futurs billets de 1000 francs). Quant à Oscar Forel, il ne fit jamais partie d'un parti politique, mais en libéral éclairé il n'hésita pas à s'engager pour les Républicains espagnols, pour la résistance française et il répondit à un psychiatre hitlérien qui voulait le gagner aux théories racistes : « *Vous êtes ou national socialiste ou homme de science car l'un exclut l'autre* » (cité dans « *TA Magazin* »).

Encore une précision, c'est en 1943, donc pendant les interdictions de l'extrême-gauche, qu'Armand Forel a adhéré au Parti communiste, devenu le POP ou Parti du travail après la fusion avec la Fédération socialiste suisse de Léon Nicole.

— Dans le numéro de novembre de la « *Revue syndicale* » (organe mensuel de l'Union syndicale suisse, cp 64, 3000 Berne 23), l'« *intégrale* » du rapport sur les conséquences de la récession pour les femmes, rendu public dernièrement par la Commission fédérale pour les questions féminines. Un document qui mérite la plus large dif-

fusion, au-delà des résumés publiés dans la presse quotidienne. Voir l'organisation du chômage chez Tissot !

Le rapport met en lumière notamment la faiblesse insigne de l'appareil statistique helvétique :

« *La répartition régionale des personnes au chômage ne permet pas de chiffrer le chômage féminin tant qu'elle ne se rapporte pas au nombre de femmes sur le total des personnes « actives » d'une région. Ce nombre demeure inconnu, sauf dans les années à recensement. Le dernier recensement date de six ans déjà et eut lieu à une époque entièrement différente du point de vue conjoncturel.*

» C'est encore le nombre des places supprimées qui permet d'évaluer le mieux la diminution de l'emploi féminin. Selon les enquêtes de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT), le nombre des places a diminué en 1975 de 155 000 (industrie, bâtiment, services et administration publique). Etant donné qu'il y avait en décembre 1975 26 000 chômeurs complets enregistrés et que 67 000 travailleurs étrangers (hommes et femmes) ont quitté la Suisse en 1975, il reste une perte inexplicquée de 62 000 places. La statistique ne permet pas de ventiler ce chiffre. Selon l'OFIAMT, il comprend cependant, outre des retraités, des invalides et des cas sociaux de tous genres, un nombre particulièrement élevé de femmes ».

— Au Tessin, la « *Gazzetta Ticinese* », le plus ancien quotidien tessinois, a-t-il passé en mains italiennes ? « *Politica Nuova* » (49) annonce que le titre a été acheté par le groupe des propriétaires du quotidien italien « *Il Giornale* ».

Quarante ans plus tard

Jusqu'à maintenant, dans la presse de droite, souvent dite d'information, il était de bon ton de faire dans la fausse neutralité, dans la pelure de banane jetée au bon moment et au bon endroit, dans l'hy-

pocrisie papelarde. La face était sauve : la pluralité des opinions était toujours à l'ordre du jour. Par sa campagne de bas étage contre Jean Ziegler, G.-H. Martin, rédacteur en chef de la « *Tribune de Genève* », semble donc innover; en réalité il renoue avec la grande tradition des campagnes de dénigrement dont la presse d'extrême-droite s'était fait, avant la guerre de 1939-45, une spécialité, avec les conséquences que l'on sait sur l'existence professionnelle, voire l'existence tout court, de leurs victimes. La conjonction de deux trusts — Nestlé pour la collecte des informations, particulièrement des informations confidentielles, et Publicitas, grand actionnaire de la « *Tribune* », pour la mise à disposition de l'espace rédactionnel, G.-H. Martin ne servant que de porte-plume — jette une lumière nouvelle sur les possibilités des multinationales helvétiques.

Chômage en vue

Au moment où les chiffres — à la hausse — du chômage font de nouveau la « *une* » des quotidiens, quelques rappels deviennent indispensables qui montreront, si besoin est, que la Suisse n'a fait qu'éluider momentanément le problème en renvoyant les travailleurs étrangers.

Voyez par exemple le marché de la construction de logements ! Les spécialistes de la Haute Ecole de Saint-Gall prévoient pour 1976 une production totale de 35 000 logements, soit plus de 60 % de moins qu'en 1973, et même, pour 1977, une demande de 25 000 logements en tout, demande qui ne devrait pas sensiblement s'accroître jusqu'en 1980...

Impossible dans ces conditions de se contenter de « *solutions* » partielles ou de mesures à court terme : les travaux de construction commandés par les pouvoirs publics (et on en voit déjà le bout !), une certaine reprise dans les secteurs artisanaux et industriels ne suffiront pas à boucher les trous.